

DOROTHÉE SCHMID

LA TURQUIE
EN 100 QUESTIONS

La puissance opportuniste

TEXTO

Texto est une collection des éditions Tallandier

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier,
2017 et 2023

© Éditions Tallandier, 2017, 2018 et 2023
pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-5639-8

INTRODUCTION

La Turquie : miracle ou mirage ?

Le XXI^e siècle de la Türkiye

La République de Turquie a cent ans. C'est un pays jeune, qui a muté au tournant du XXI^e siècle : longtemps renfermée à l'abri de ses frontières, la Turquie s'est complètement ouverte depuis une vingtaine d'années, changeant de physionomie, de régime, et même de nom. Le 2 juin 2022, le ministre des Affaires étrangères turc a en effet adressé une lettre au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour rebaptiser officiellement son pays *Türkiye*. Ce changement d'appellation consacre la prévalence de l'orthographe turque et permet d'éviter une confusion malheureuse en anglais¹ ; mais dans sa démarche, le ministre, issu des rangs du Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), le parti politique islamiste au pouvoir depuis 2002, rappelait aussi la volonté officielle du président Recep Tayyip Erdoğan « d'augmenter la valeur de la marque » du pays. Cette mise en avant de la « marque » symbolise bien l'obsession de l'image qui hante aujourd'hui la Turquie

1. Le mot *Turkey* qui désigne usuellement la Turquie en langue anglaise signifie aussi « dinde », ce qui ranime une polémique à chaque nouvelle fête de Thanksgiving aux États-Unis.

dans ses rapports internationaux : confortée dans son statut de puissance intermédiaire par deux décennies d'activisme tous azimuts, elle veut être reconnue comme un acteur important ; craignant toujours d'être incomprise, elle s'affirme par la production d'un discours fort qui se distancie de plus en plus de la vision du monde de ses partenaires historiques.

L'AKP, parti dominant d'une vie politique turque dont le dénominateur commun est le nationalisme, a en effet largement refaçonné le premier récit collectif légué par le fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. Atatürk, dont le surnom confectionné à partir du mot *ata*, « l'ancêtre », consacre un lien sacré avec le pays vu comme une famille, avait pratiquement inventé dans les années 1920 les contours de la Turquie moderne, en combinant les références aux origines centre-asiatiques avec une perspective occidentaliste synonyme pour lui de progressisme. Cette dialectique permettait à la fois de resserrer les rangs dans des frontières dramatiquement rétrécies après la défaite de l'Empire ottoman en 1918 et de transformer en profondeur une société dont les différences ethniques et religieuses seraient désormais niées pour être surmontées. La laïcité imposée par l'abolition du sultanat et des confréries religieuses est ce qu'on retient le plus souvent de l'héritage kémaliste : une tentative de neutralisation du pouvoir de l'islam, pionnière et finalement unique dans le monde musulman. Au-delà de ses propres concitoyens, dont il s'est efforcé de formater soigneusement l'identité nationale et sociale, Atatürk s'adressait peu au monde extérieur. Sa propre biographie a par ailleurs davantage marqué les Turcs que la grande saga turcique « scientifiquement » reconstituée : la vie du *Gazi* (le conquérant) minutieusement mise en scène forme la base d'un roman-photo couleur sépia qui s'expose encore

dans les bureaux des administrations turques, et dans les rues lors de la fête de la République tous les 29 octobre.

Depuis que l'AKP s'est imposé comme maître à bord, le récit national turc tient du conte de fées modernisé. Les fondations turco-mongoles mythiques ont de nouveau été mises en lumière, en leur surimposant les souvenirs idéalisés du glorieux Empire ottoman, qui avaient été totalement relégués par Kemal dans les oubliettes de l'histoire ; les succès économiques et diplomatiques de l'AKP parachèvent une performance historique présentée comme linéaire depuis que les premiers Turcs auraient quitté l'Orkhon¹. Depuis 2002, l'AKP s'est attelé à la rénovation de la République avec le slogan de « l'approfondissement démocratique ». Cette dernière partie du récit est traversée de fortes péripéties, parmi lesquelles : la décision de la Cour constitutionnelle turque, à une voix de majorité seulement, de ne pas interdire l'AKP en 2008, alors que ses prédécesseurs islamistes s'étaient heurtés au mur laïciste ; la grande mobilisation civile de 2013 pour la sauvegarde du parc Gezi à Istanbul, qui s'est transformée en mouvement anti-Erdoğan et a déclenché la chasse systématique aux opposants ; la tentative de coup d'État militaire déjouée à l'été 2016, qui a fait basculer le régime vers un autoritarisme sans nuances. Ces scissions historiques introduisent les « saisons » du feuilleton turc des vingt dernières années : comme les séries télévisées (*diziler*) qu'elle exporte partout avec succès, l'actualité de la *Türkiye* tient son public en haleine.

1. C'est dans la vallée de l'Orkhon, en Mongolie, que l'on a retrouvé les plus anciennes inscriptions en langue turque archaïque, datant du VIII^e siècle av. J.-C. Les Göktürk qui utilisaient cet alphabet runique avaient établi sur la Mongolie et l'Asie centrale le premier empire qualifié de « turc », avant l'expansion des tribus turciques vers la mer Caspienne, puis l'Anatolie au XI^e siècle.

La maîtrise complète de l'image du pays par le gouvernement suppose aussi le contrôle des médias ; entre attrition et autocensure, la presse turque a régressé pour devenir la voix de son maître, à l'exception de quelques rares espaces de résistance, et la machine à régenter d'Erdoğan fait aussi passer ses messages par les réseaux sociaux. Ainsi, alors que les dix premières années de l'AKP au pouvoir se caractérisaient par une vivifiante intensification du débat public, la ligne officielle s'est imposée à tous après 2016 – et les procès pour insulte au chef de l'État se sont multipliés. Le lourd couvercle qui s'est refermé sur la société turque ne peut cependant empêcher le frémissement de la diversité ethnique et religieuse, que l'AKP a laissé s'exprimer en parallèle de la réinstallation de l'islam dans l'espace public : les identités minoritaires s'assument plus facilement au grand jour qu'il y a trente ans. On peut ainsi parier que le récit national turc intégrera un jour les traumatismes kurdes, arméniens, alévis – parce qu'il aura absorbé le journal intime de la société.

Le sas politique de 2016

La Turquie de l'AKP a vécu quinze ans de relative innocence entre 2002 et 2016, même si le combat idéologique n'a jamais cessé entre Erdoğan, les kémalistes et certains libéraux qui ont refusé dès le début de jouer les compagnons de route du parti néo-islamiste. Au cœur du débat se trouvent la définition de la démocratie et la question de l'alignement sur les valeurs occidentales. La mise en scène de la pratique religieuse par l'AKP est à la charnière des deux problèmes : la liberté religieuse inquiète les laïcs, qui clament depuis 2002 que la Turquie va se transformer en théocratie. La mise au pas de l'armée, combat personnel de Tayyip Erdoğan, qui avait vu son mentor islamiste

Necmettin Erbakan évincé par un putsch « en douceur » en 1997, a permis *in fine* de concentrer les instruments du pouvoir dans la main du *reis*. Des réformes ont consacré légalement la personnalisation du système : Tayyip Erdoğan a été le premier président de la République de Turquie élu au suffrage universel (au premier tour) en 2014, et plusieurs changements constitutionnels ont ensuite achevé de présidentialisier le régime.

L'année 2016 marque un basculement. Un coup d'État militaire avorte dans la nuit du 15 au 16 juillet. La Turquie est familière des coups d'État, mais celui-ci a permis, contrairement aux épisodes précédents, de remettre en selle l'équipe au pouvoir. C'est un morceau d'histoire récente qui est immédiatement entré dans les livres des écoliers turcs. Alors que les chars des mutins marchaient sur Istanbul, que des F16 bombardaient des bâtiments du Parlement à Ankara, CNN Türk appelait Erdoğan en direct par téléphone à Marmaris, où il passait ses vacances. Le chef de l'État appelle alors sur FaceTime ses partisans à descendre dans la rue pour contrer les insurgés. Les affrontements font trois cents morts ; les factieux s'inclinent et les zéloteurs de l'AKP occupent la rue pour « défendre la démocratie ». Les partenaires étrangers de la Turquie ont retenu leur souffle – et aussi leurs marques de sympathie à l'égard du gouvernement turc, jusqu'au dénouement du putsch. À part le président azerbaïdjanais Ilham Aliev et Vladimir Poutine, très peu de chefs d'État ont exprimé ouvertement leur soutien à Erdoğan, qui s'est senti lâché par ses alliés américain et européens.

Après 2016, la polarisation de la société turque entre pro- et anti-Erdoğan s'aggrave jusqu'à épuiser la dynamique politique. Le régime est entré dans sa phase obscure : le président saisit l'occasion du coup d'État raté pour mater l'ensemble de l'opposition. La responsabilité du coup est imputée à Fethullah Gülen, un prêcheur islamiste

et ancien proche d'Erdoğan, réfugié aux États-Unis. Ses adeptes, qui avaient pourtant largement appuyé l'AKP dans sa conquête de l'État, sont désignés comme « terroristes » et impitoyablement pourchassés : les purges dans l'administration ont touché plusieurs dizaines de milliers de personnes. Les opposants kurdes et libéraux se sont aussi retrouvés par milliers en détention provisoire avec des chefs d'accusation plus ou moins précis, au prétexte d'assurer la sécurité de l'État. La violence a été assez habilement maniée, la répression étant essentiellement conduite sur le terrain judiciaire, par une magistrature purgée et mise au service du régime. Pas d'exécutions sommaires, mais beaucoup de peines de prison et d'interdictions de quitter le pays.

Au-delà de la dégradation des libertés publiques, le tournant de 2016 a aussi libéré le penchant religieux du régime – la victoire de Tayyip Erdoğan au sortir de la nuit de l'insurrection a d'ailleurs été actée par la diffusion des images du chef de l'État faisant la prière de l'aube avec ses proches. La transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée en 2020, la présence de plus en plus forte d'associations ultra-conservatrices combattant notamment les droits des femmes ou des personnes LGBT sont autant de nouvelles manifestations du combat au corps à corps entre les laïcs et le camp pro-religion en Turquie.

En 2018, une énième réforme constitutionnelle a supprimé la fonction de Premier ministre. Réélu président dans la foulée, Erdoğan a fait le vide autour de lui. Véritable animal politique qui s'est approprié tout le pouvoir en Turquie, il a aussi imposé sa carrure dans le champ international en y bousculant les certitudes.

Agir seul dans le monde

État-nation créé dans l'urgence sur les décombres d'un grand empire, la Turquie a longtemps vécu repliée sur elle-même pour surmonter ses fragilités ; sa réouverture au monde est l'un des éléments les plus spectaculaires des vingt dernières années. Ahmet Davutoğlu, ministre des Affaires étrangères pendant une décennie, a posé les bases de la nouvelle doctrine de puissance turque : le rayonnement sur ses frontières « à 360 degrés », s'appuyant sur des relations apaisées avec les voisins et le recours au *soft power* économique et culturel. L'essor extraordinaire de Turkish Airlines, devenue l'une des premières compagnies aériennes du monde, est un symbole de cette époque. Depuis la « démission » de Davutoğlu au printemps 2016 (pour ne pas faire d'ombre au président), la Turquie a aussi retrouvé l'usage du *hard power* : l'échec du coup d'État a hâté le renouvellement des cadres militaires et Erdoğan a engagé des troupes dès septembre 2016 dans une première opération en Syrie. L'armée turque combat de nouveau durablement hors de ses frontières, ce qui ne lui était pratiquement jamais arrivé depuis l'intervention à Chypre en 1974, hormis des incursions en Irak pour traquer le Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan, PKK*).

Les zones d'influence d'Ankara se sont considérablement élargies en vingt ans. La Turquie est devenue un acteur majeur au Moyen-Orient, d'abord grâce à ses partenariats économiques. Sa popularité a atteint un pic lors des printemps arabes de 2011, pendant lesquels elle a été présentée en « modèle ». Les « démocrates musulmans » de l'AKP avaient alors la réputation de concilier modernité et préservation de l'identité nationale. Ankara a soutenu l'arrivée aux affaires des Frères musulmans partout où

c'était possible dans le monde arabe, jusqu'à la contre-révolution égyptienne. L'intervention de l'armée turque dans les conflits syrien et libyen a compliqué davantage les relations avec les monarchies arabes du Golfe. La Turquie est devenue la puissance militaire la plus efficace de la région. Mais elle cherche à rééquilibrer petit à petit ses relations avec l'ensemble des puissances du Moyen-Orient – l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Égypte, mais aussi Israël et l'Iran.

L'empreinte turque est aussi impressionnante en Afrique. Ankara a ouvert plusieurs dizaines d'ambassades sur le continent, qui gèrent des coopérations multisectorielles. L'offre turque est d'abord économique – concurrençant sur ce terrain les Chinois –, mais le positionnement est de plus en plus ouvertement politique et stratégique – les accords militaires se multiplient avec les États africains. Après la Corne de l'Afrique – avec la Somalie pour première base –, la Turquie se glisse dans les interstices ouverts par l'instabilité chronique en Afrique de l'Ouest, mais aussi au Maghreb ; son discours postcolonialiste très ferme y défie ouvertement la présence française.

La consolidation de la puissance turque affecte en parallèle ses alliés occidentaux. La quête de l'autonomie passe par le renouvellement des partenariats : le rapprochement entamé avec la Russie, que la Turquie fréquente sur de nombreux théâtres, de la Libye jusqu'au Caucase, fait trembler l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Les relations avec les États-Unis sont devenues difficiles : Washington considère toujours Ankara comme un relais essentiel au Moyen-Orient, mais les désaccords s'accumulent sur les Kurdes, les relations avec Israël, ou à propos des revendications turques en mer Égée. Les États-Unis refusent par ailleurs d'extrader Fethullah Gülen, dont la tête est réclamée par les autorités turques. Ces points de tension bilatéraux n'altèrent cependant pas le caractère

fondamentalement stratégique de la relation, qui reste absolument prioritaire pour Ankara.

Les relations sont encore plus compliquées avec l'Europe. Les contentieux historiques se réveillent. Les Turcs se méfient des Européens depuis les années 1920, lorsqu'Atatürk a dû chasser leurs armées du territoire anatolien. Non-engagée pendant la Seconde Guerre mondiale, ancrée à l'ouest pendant la guerre froide mais enlisée dans une longue crise politique et sociale, la Turquie est restée en marge de la construction européenne ; elle interprète depuis 2005 les ratés du processus d'adhésion à l'Union européenne comme un ostracisme volontaire. Du côté européen, la pression monte depuis l'accord sur les réfugiés syriens de 2016, qui a permis de fixer une partie des migrants en Turquie en échange d'une aide financière substantielle ; ce *deal* a fait d'Ankara un associé incontournable, mais instable et de plus en plus agressif aux frontières. Les rapports avec le couple franco-allemand se durcissent. Ankara tient Nicolas Sarkozy pour responsable du blocage de sa candidature européenne, et la France est vue comme un compétiteur en déclin au Moyen-Orient et en Afrique. L'Allemagne, premier partenaire économique, devient un interlocuteur politique privilégié car plus accommodant. La crise existentielle de l'Union européenne conforte la vision critique des Turcs, qui dénoncent constamment la progression des extrêmes droites et la montée du racisme et de l'islamophobie chez leurs voisins européens.

Le conflit russo-ukrainien a conforté le statut diplomatique d'Ankara, qui pose en intermédiaire entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky. La Turquie assume ici sa vocation de verrou géographique et historique – la souveraineté sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles est un énorme atout – et une énorme responsabilité. La mer Noire, le Caucase et l'Asie centrale sont des lieux où

l'Union européenne et l'OTAN devront repenser à l'avenir leur sécurité et leurs chaînes d'approvisionnements, avec ou contre les Turcs.

Malgré ces avancées stratégiques qui traduisent un opportunisme redoutablement efficace, la Turquie reste un acteur à part, arc-bouté sur la défense d'intérêts nationaux parfois difficiles à saisir. L'emprise sur la partie nord de Chypre, la querelle égéenne avec les Grecs, la lutte contre le PKK, élargie à la Syrie et à l'Irak, le déni permanent du génocide arménien sont autant de dossiers que l'alliance entre l'AKP et les nationalistes a achevé de figer. Ces crispations amènent souvent la Turquie au bord de l'isolement, ou de l'affrontement avec ses partenaires.

Un système stable ?

Si le régime de Tayyip Erdoğan a combiné surenchère et versatilité pour combattre l'usure du pouvoir, il ne faut pas oublier qu'il a offert à la Turquie une période de continuité politique inédite. L'AKP a raflé la majorité absolue à l'Assemblée nationale en 2002 et gagné pratiquement toutes les consultations électorales organisées par la suite. Mais la brouille avec Gülen, l'alliance avec l'extrême droite, la reprise des affrontements avec le PKK ont fait dérailler la *success story*. Le parti « attrape-tout », attirant aussi bien les voix conservatrices islamistes que celles des progressistes désireux de tourner la page du kéralisme, s'est transformé en une machine à réprimer sous pilotage automatique.

La dégradation de la situation économique fragilise les perspectives politiques. La Turquie avait connu une crise financière majeure au début des années 2000. L'application des réformes préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) et le choix d'une politique d'ouverture ont

ensuite libéré la croissance et permis un rattrapage exceptionnel : triplement du produit national brut (PNB) par habitant en dix ans, disparition de la pauvreté, accès à la consommation de masse pour toute une nouvelle classe moyenne devenue accro au crédit. La généralisation des partenariats public-privé a permis de doter les villes des infrastructures éducatives, hospitalières ou de transport qui leur manquaient et introduit un relatif rééquilibrage territorial : c'est la revanche de la « Turquie noire » (celle de l'Est anatolien) sur la « Turquie blanche » (égéenne). Les citoyens consommateurs ont voté avec enthousiasme pour Erdoğan, qu'ils identifiaient à cette réussite rapide. Mais l'économie turque se finance avec des capitaux extérieurs et doit importer pratiquement toute l'énergie qu'elle consomme ; elle doit constamment trouver de nouveaux marchés pour maintenir ses exportations. Globalement intégrée à l'espace économique européen depuis l'union douanière (1996), elle souffre du ralentissement de la croissance de l'Union européenne. La chute de la livre turque et le retour de l'inflation rappellent des heures sombres. Le pouvoir d'achat des électeurs turcs s'érode et les investisseurs dénoncent une gouvernance économique erratique. L'économie grise gagne du terrain ; certains choix de politique étrangère (rapprochement avec les pays du Golfe, évitement des sanctions contre la Russie...) semblent davantage dictés par les besoins de l'État en trésorerie que par le souci des équilibres internationaux.

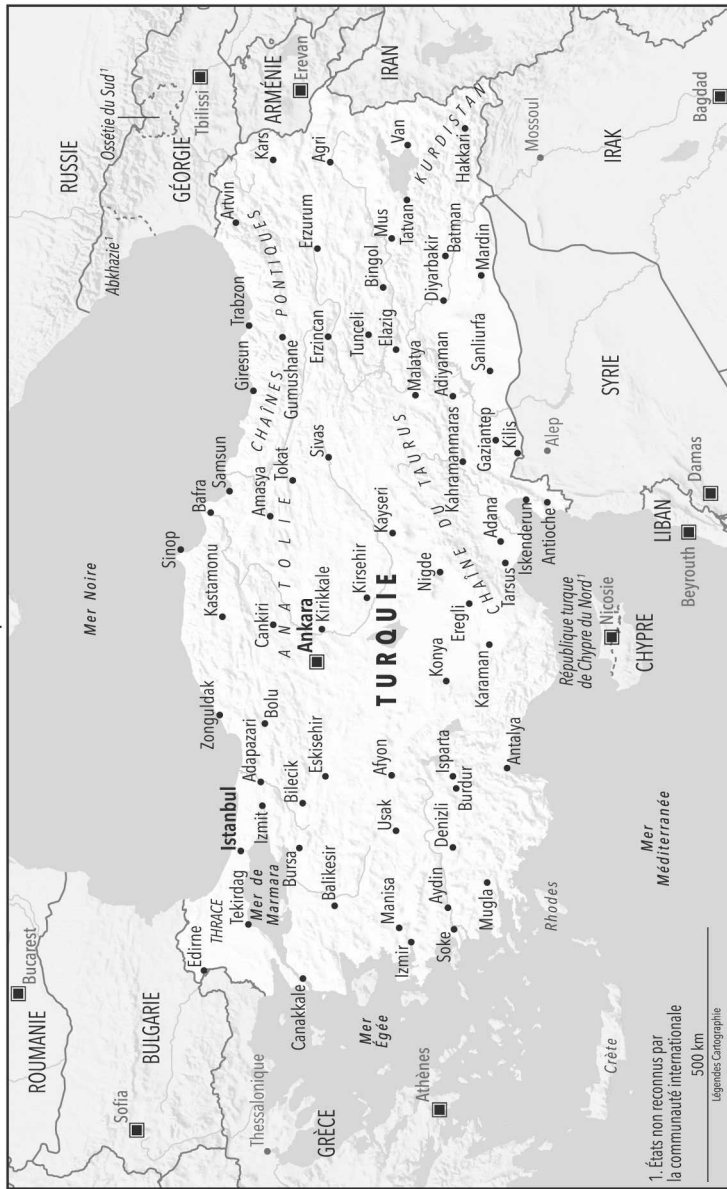
La société turque, enfin, est de plus en plus éclatée et conflictuelle. Quoi de commun entre Istanbul la cosmopolite, pôle d'attraction économique et culturel de stature internationale, Ankara l'austère capitale anatolienne, Diyarbakır la grande ville kurde défigurée par les combats entre l'armée et les séparatistes du PKK, Urfa ou Gaziantep, villes frontières transformées par l'arrivée massive de réfugiés syriens, Antalya qui concentre le tourisme

INTRODUCTION

de masse, avec une diaspora russe fuyant les conséquences du conflit ukrainien... Les passerelles entre ces mondes sont fragiles. La mobilisation de 2013 pour la défense du parc de Gezi à Istanbul avait révélé pour la première fois les aspirations libérales d'une jeunesse urbaine éduquée sous l'AKP ; aujourd'hui, les associations féministes protestent contre le retrait de la Turquie de la convention d'Istanbul sur la prévention des violences faites aux femmes. Le dérapage de la question kurde menace plus que tout l'unité du pays : les Kurdes représentent 15 à 20 % de la population et restent discriminés, sans solution politique en vue. En février 2023, deux séismes consécutifs extrêmement meurtriers dans le Sud-Est du pays ont remis en lumière l'impossible normalisation des régions où ils habitent, tout en redonnant du souffle à l'opposition. Les élections sont dans ces conditions particulières un test démocratique difficile.

Ces faiblesses relativisent le dynamisme extrême du pays. Elles nous rappellent que le modèle turc, depuis son apparition au tournant des années 1920, est pétri de paradoxes. Alors que la République de Turquie fête ses cent ans, les 100 questions variées rassemblées dans cet ouvrage tentent d'éclairer les évolutions en cours et de poser des jalons pour anticiper un avenir qui nous sera, forcément, commun.

La Turquie actuelle



1. États non reconnus par la communauté internationale
500 km

légendes Cartographie

HISTOIRE

La Turquie se situe-t-elle en Europe ou en Asie ?

Sur quel continent se situe la Turquie ? La réponse peut être d'ordre strictement géographique : 3 % seulement de son territoire, correspondant à la région de la Thrace orientale, sont européens, lui donnant une frontière terrestre avec la Grèce et la Bulgarie. Les 97 % restants, dont la capitale Ankara, sont situés en Asie.

Mais ces données physiques ne suffisent pas. L'histoire, sa culture, sa démographie ont fait de la Turquie un pays hybride, à cheval sur les deux continents. À son apogée au XVI^e siècle, un tiers environ du territoire de l'Empire ottoman était européen. Le métissage ethnique, parfois forcé, y a toujours été présent. La perte des provinces européennes de l'empire tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale s'est accompagnée de migrations vers l'est de populations issues en particulier des Balkans. Témoignage de ces reclassements démographiques, la Thrace orientale, qui a perdu presque toutes ses minorités chrétiennes (Arméniens, Bulgares, Grecs) et sa minorité juive, concentre pourtant encore à l'heure actuelle près de 15 % de la population du pays. Constantinople, ancienne capitale de l'Empire romain d'Orient conquise par les Ottomans en 1453, était le creuset d'un véritable bouillonnement ethnique et culturel ;

les quartiers européens de la ville, aujourd'hui Istanbul, abritent encore la plus grande partie de ses trésors touristiques.

Définir la Turquie comme européenne ou asiatique est finalement un exercice politique. Le débat sur l'« européanité » du pays a été relancé par les négociations d'adhésion à l'Union européenne¹. Les partisans de la candidature turque rappellent que Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, était très europhile, et considèrent qu'il a construit un État-nation sur le modèle européen. La Turquie a été très tôt intégrée dans des organisations européennes : membre fondateur du Conseil de l'Europe, elle joue dans les compétitions de football européennes et participe aussi au concours Eurovision de la chanson. Ceux qui s'opposent à la perspective d'une Turquie membre de l'Union européenne s'appuient en revanche, comme Nicolas Sarkozy, sur la géographie pour clore le débat : « La Turquie est en Asie Mineure. La Turquie n'est pas en Europe. » Elle est finalement la limite de l'Europe ; à l'ère de la réactivation des frontières (au sein de l'Union européenne) ou de leur remise en cause (au Moyen-Orient), ce constat n'est pas très confortable pour les Turcs.

1. Voir la question 100 : « Y a-t-il un avenir européen pour la Turquie ? », p. 314.

Qui étaient les premiers habitants de la Turquie ?

L'Anatolie, péninsule située à l'extrémité occidentale de l'Asie et qui représente 97 % de la Turquie actuelle, est une terre de passage et d'invasion. Des cultures diverses et des entités politiques au rayonnement bien documenté se sont épanouies sur ce territoire avant l'arrivée tardive des Turcs au XI^e siècle, ce qui en fait un creuset unique. Le musée des Civilisations anatoliennes d'Ankara tente de synthétiser cette histoire très riche avec une vaste collection d'objets allant du Paléolithique à l'époque ottomane.

Les plus anciennes traces de cultures, retrouvées dans le Centre et l'Est du pays, montrent que l'Anatolie était peuplée dès le Néolithique (sites de Çatal Höyük, Göbekli Tepe, Mersin...). La métallurgie du bronze s'y est propagée depuis la Transcaucasie à la fin du IV^e millénaire avant notre ère et les premiers royaumes y ont émergé à l'âge du Bronze moyen. Les Akkadiens, les Assyriens, les Hourrites se sont disputé des territoires à la lisière de la Mésopotamie jusqu'à l'émergence de l'Empire hittite, premier grand État centralisé anatolien (XVII^e-XIII^e siècle av. J.-C.). Les Hittites, concurrents des Égyptiens pour la domination du Proche-Orient, ont perfectionné l'usage du fer. Plus à l'est, le royaume d'Ourartou, dont Van était la

capitale et qui s'étendait sur une partie du Caucase et de l'Iran, a atteint son apogée au VIII^e siècle av. J.-C.

Les Grecs sont quant à eux venus par l'ouest. Ils ont fondé au III^e millénaire av. J.-C. le site de Troie (actuelle province de Çanakkale), où se sont succédé de puissantes villes jusqu'à l'époque romaine. À partir du I^{er} millénaire, la civilisation grecque a prospéré et certaines colonies ont évolué en royaumes indépendants : Lydie, Bithynie, Paphlagonie, Pont, Cappadoce, Pergame, Phrygie (avec le roi Midas)... Les Grecs ont cédé devant la poussée des Perses achéménides au VI^e siècle av. J.-C., avant la reconquête par Alexandre le Grand, qui légua l'Anatolie à la dynastie séleucide. Les Galates, Celtes venus de l'Ouest, se sont installés autour d'Ankara au III^e siècle av. J.-C. Un royaume arménien s'est établi sur une partie de l'Est anatolien au II^e siècle.

Ces organisations politiques très diverses se sont chevauchées jusqu'à la conquête romaine, entre 189 av. J.-C. et le I^{er} siècle de notre ère. Hellénisée, puis largement christianisée dès le IV^e siècle, l'Anatolie devient alors avec Constantinople le cœur battant de l'Empire romain d'Orient, ou Empire byzantin, qui résistera aux incursions arabes, mongoles et turques, aux appétits des croisés et des marchands européens, jusqu'au XV^e siècle – début de la grande ère ottomane.

Comment travaillent les archéologues en Turquie ?

Le patrimoine archéologique de la Turquie concentre dix millénaires d'une histoire où se sont côtoyées de très grandes civilisations. La métaphore du palimpseste fonctionne bien pour le territoire anatolien : peuples de la Préhistoire, Mésopotamiens, Hittites, Grecs, Perses, Mèdes, Romains, Arméniens y ont imprimé leur marque avant l'arrivée des Ottomans. Les chantiers de fouilles aujourd'hui les plus prometteurs concernent surtout des sites anciens : Göbekli Tepe, cité néolithique qui a révolutionné nos connaissances – premier temple, édifié plus de 7 000 ans avant Stonehenge, et où l'on a trouvé les premiers pictogrammes humains ; des villes hittites, telle que Uşaklı Höyük, près de Yozgat, où des scientifiques turcs et italiens ont mis au jour un pavement de pierres colorées vieux de 3 500 ans qui serait l'ancêtre des mosaïques méditerranéennes ; ou les vestiges lyciens de Caunos, à la charnière entre mer Égée et Méditerranée. Les découvertes fortuites de grande importance se multiplient : des ouvriers sont tombés en 2020 à Midyat, près de Mardin, sur la plus grande cité souterraine du monde, refuge des chrétiens lors des persécutions romaines ; un diplomate polonais adepte de la randonnée pense avoir découvert en 2022 les ruines de l'antique cité hellénistique de Thébas,

perdue en Cappadoce ; du côté de Van, c'est le palais d'un petit-fils de Gengis Khan dont les traces évanescentes ont été repérées.

La richesse de ces trouvailles traduit le dynamisme du travail archéologique en Turquie. Découvertes, fouilles, mise en valeur se font depuis longtemps en collaboration avec des équipes étrangères – ces partenariats représentent encore le quart des chantiers du pays. Mais l'encadrement juridique de ces activités a été renforcé au début des années 2000 et l'État turc a sensiblement augmenté son investissement propre, tout en affirmant sa présence à l'Unesco – 19 sites anatoliens sont classés au patrimoine mondial et 84, sur la liste indicative préalable à une demande d'inscription. Répertorier le patrimoine pour mieux le faire sien, telle est la devise de la Turquie sous l'AKP. Il en va de l'image de marque du pays, qui évolue avec la réécriture du récit national : l'archéologie se politise et fait les frais d'une certaine radicalisation nationaliste. Le gouvernement turc a ainsi renvoyé chez eux en 2016 les archéologues viennois qui fouillaient à Éphèse depuis 1895, pour sanctionner le « racisme radical » du gouvernement autrichien. Comme ailleurs, l'heure est aux demandes de restitution. Une collection de faïences d'Iznik empoisonne les relations avec le Louvre. L'Institut britannique d'Ankara s'est vu confisquer en 2020 une collection unique de grains anciens issus de sites anatoliens, déclarés matériau en danger dans le cadre d'un « projet des semences ancestrales » supervisé par Mme Erdoğan elle-même.

L'enjeu de cette reprise en main est identitaire et économique. Les programmes de recherche impliquent de plus en plus d'acteurs privés et le tourisme est une manne de revenus. Göbekli Tepe – qui a inspiré une série télévisée fantastique à succès, *Atiye* – a attiré près de 420 000 visiteurs en 2019. La Cappadoce, avec ses merveilles chrétiennes et byzantines primitives, est aussi très touristique ;

le Nemrut Dağ, vestige du royaume de Commagène, les sites égéens de Pergame, Troie, Éphèse sont essentiels pour « vendre » la destination Turquie à l'international. C'est aussi pourquoi, en parallèle des restaurations ottomanes, le patrimoine byzantin d'Istanbul est l'objet de beaucoup d'attentions : l'exhumation du port de Théodosie lors des travaux du métro à Yenikapı a donné lieu à l'un des plus importants chantiers de fouilles du monde, et, lors de la conversion de Sainte-Sophie en mosquée, le président turc a claironné qu'elle serait désormais gratuitement ouverte aux touristes.

Cette intensification de l'« usage » des sites peut inquiéter. Si beaucoup étaient jusqu'à présent plutôt bien conservés du fait de la faible contrainte urbaine, l'accélération économique des dernières années joue désormais en sens inverse. L'emprise des autorités passe par les chantiers de réaménagement qui exproprient de gigantesques espaces, menaçant beaucoup de vestiges, notamment dans les régions kurdes. Et le trafic d'antiquités syriennes et irakiennes se généralise, sur fond de conflits sans fin aux frontières.

D'où viennent les Turcs ?

Les occupants de la Turquie actuelle sont issus d'un métissage entre des peuples asiatiques dits « turciques » venus d'Extrême-Orient et les diverses ethnies qu'ils ont rencontrées au cours de leurs conquêtes à l'ouest.

Les sources historiques retraçant les faits et gestes des Turcs originaux sont rares. Elles se mêlent à des récits légendaires, empreints de nationalisme, qui célèbrent la nostalgie du berceau asiatique tout en cherchant à démontrer l'ancienneté d'une présence au Moyen-Orient. Certains croient ainsi repérer les traces de peuples turcs sur des tablettes sumériennes du XXI^e siècle av. J.-C. trouvées en Mésopotamie, ou dans les textes sacrés zoroastriens de l'Avesta (Perse, 1000 av. J.-C.).

Des sources chinoises décrivent de façon plus précise les premiers Turcs : ce sont des tribus éparses de chasseurs-cueilleurs habitant les steppes du Turkestan oriental et de Mongolie dès le XIV^e siècle avant notre ère, qui commencent à migrer vers l'ouest et le sud à partir du II^e siècle, se disséminant jusqu'en Russie orientale, en Asie Mineure et en Inde. La proximité de ces premiers Turcs avec les Mongols est attestée par leur mode de vie – habitat (yourtes), croyances religieuses (chamanisme). Mais à la différence des Mongols sédentaires, les Turcs restent nomades pendant toute l'Antiquité, se mêlant